

Monsieur le commissaire enquêteur,

dans le cadre de l'enquête publique je vous fais part de mon opposition au projet en l'état de la société Vicat de remise en exploitation et extension de la carrière de Montagnole.

Mon opposition ne se fonde pas sur le refus en tant que telle de l'activité extractive.

Si de façon systémique elle est une des causes majeures qui nous conduit à une catastrophe écologique et climatique, cela ne peut se traiter que globalement et nos sociétés occidentales ne peuvent pas délocaliser toutes ces activités dans des territoires étrangers pour préserver et notre niveau de prélèvements des ressources naturelles et notre environnement proche.

Néanmoins nous ne pouvons nous exonérer d'une réflexion sur l'utilité du projet présenté et la façon dont il prend en compte les changements majeurs à opérer pour prendre en compte les enjeux vitaux pour les générations futures.

Parmi ces enjeux je citerai ceux du dérèglement climatique et de la ressource en eau et plus globalement de la nécessité de sortir d'une logique de croissance corrélée sur une pression et une destruction des écosystèmes. A l'heure où 6 des 9 limites planétaires sont dépassées où l'on connaît la fin des stocks accessibles de certaines ressources (hydrocarbures, certains métaux ou minerais comme le cobalt) la croissance infinie basée sur le prélèvement infini de ressource dans un monde fini apparaît enfin pour ce qu'il est : absurde et impossible, nous menant droit à notre perte.

En ce qui concerne la question climatique.

Pour s'assurer de la pertinence du projet il convient de vérifier que celui-ci s'inscrit dans une stratégie mise en place par le groupe Vicat compatible avec les objectifs climatiques des traités internationaux.

Le demandeur Vicat est un cimentier. Cette industrie est responsable de 12 des GES de l'industrie et de 2 % des émissions de GES françaises. Source Mémo Plans de Transition Sectorielles Ciment de l'ADEME.

L'ADEME note dans son mémo que « l'ensemble des technologies disponibles à court terme ne permettent de diminuer les émissions que d'un tiers. La combinaison d'actions sur le marché aval, d'investissements sur le parc actuel et d'innovations est nécessaire pour envisager l'atteinte de l'objectif de décarbonation de la SNBC [stratégie nationale bas carbone] à savoir – 81 %. »

Il convient donc de vérifier que cette demande de remise en exploitation et extension est conforme à ces objectifs d'intérêts supérieurs.

Je souhaite rappeler ici une phrase extraite de la Déclaration préparée pour la conférence de presse de lancement du résumé à l'intention des décideurs de la contribution du groupe de travail I au 6e rapport d'évaluation du groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, intitulé "[Climate Change 2021 : The Physical Science Basis](#)". « **Il est temps de passer aux choses sérieuses car chaque tonne d'émission de CO2 contribue au réchauffement de la planète.** »

source : <https://www.unep.org/fr/actualites-et-recits/discours/il-est-temps-de-prendre-le-changement-climatique-au-serieux-sur-une>

voir également le communiqué de presse : <https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg2/resources/press/press-release-french/>

Cette contribution au dérèglement climatique sera accentuée par la destruction de forêt qui sont des puits de carbone identifiés.

Plus globalement le projet est consommateur d'espace naturel et d'espace agricole, on peut donc s'interroger sur la cohérence avec l'esprit de la loi sur le zéro artificialisation nette.

Mais, à mon sens, le principal problème est celui de l'eau.

En l'état cette seule thématique justifie un avis négatif car il faut, a minima, préciser les impacts sur la ressource en eau souterraine et en eau superficielle.

dans son avis délibéré n° 2022-ARA-AP-1346, la mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes note p. 22 « Le dossier précise que l'infiltration des eaux pluviales vers les eaux souterraines sera modifiée sur le site du fait des travaux d'extraction qui perturberont les réseaux de failles existants. » après avoir relevé les incidences sur les eaux superficielles « [elle] recommande de compléter le dossier par des précisions quant au déplacement du point de rejet du ruisseau du Vard, à son origine et à ses incidences. »

Cela peut sembler anodin mais il faut, là également, rappeler le contexte dans lequel nous nous trouvons :

- L'été de sécheresse a montré que la France est vulnérable sur sa ressource en eau.
- Dans le cas particulier de la Savoie, la préfecture de la Savoie a elle-même publié les informations suivantes sur son site :

« Les précipitations du mois d'octobre ne suffisent pas à compenser le déficit en eau accumulé ces derniers mois. Les milieux aquatiques ne sont toujours pas revenus à la normale malgré les précipitations conséquentes constatées du 21 au 24 octobre 2022.

Bien qu'allégées, les mesures de restriction des usages de l'eau sont donc maintenues sur l'ensemble du département.

Sur l'Ouest du département, les niveaux des rivières connaissent une amélioration sensible par rapport à la mi-septembre, mais restent bas pour la saison, particulièrement pour les petites rivières. Les ressources en eaux souterraines (nappes et sources), notamment celles servant à la production d'eau potable, sont faibles par rapport à la normale car très impactées par la sécheresse estivale. »

source : <https://www.savoie.gouv.fr/Actualites/Actualites/Nouvel-allegement-des-mesures-de-limitation-des-usages-de-l-eau-maintien-du-niveau-de-vigilance>

« Les précipitations de ces dernières semaines ont permis d'éviter une aggravation de la situation des milieux aquatiques. Néanmoins, malgré une amélioration de l'état de la végétation, la situation reste préoccupante dans le département en raison du déficit de précipitations constaté depuis l'automne 2021. Les prévisions météorologiques ne laissent pas augurer d'amélioration significative à court terme, faisant état d'un temps sec et doux pour les prochains jours. En conséquence, bien qu'allégées, les mesures de restriction des usages de l'eau sont maintenues dans l'ensemble du département.

La sécheresse a atteint un niveau inédit depuis 2003, voire depuis 1976 par endroit dans le département. Les pluies orageuses de septembre ont été inégalement réparties sur le territoire et donc n'ont pas permis une réhydratation des sols, ni une réalimentation durable des nappes, des sources et des cours d'eau.

Ainsi, sur l'ouest du département, les niveaux des rivières connaissent une légère amélioration mais restent bas pour la saison, notamment pour les plus petites d'entre elles. Dans les Bauges et en Chartreuse, les précipitations de ces dernières semaines n'ont pas permis de remettre en eau les portions des cours d'eau asséchées depuis la mi-juillet. La situation de la faune aquatique reste donc précaire. Les ressources en eaux souterraines, notamment celles servant à la production d'eau potable, présentent également des niveaux inférieurs à la normale. Compte tenu des prévisions météorologiques, une reprise de la baisse des ressources n'est pas à exclure».

- La 6^e limite planétaire, celle du cycle de l'eau douce a été franchie
 - source article scientifique : https://www.nature.com/articles/s43017-022-00287-8.epdf?sharing_token=hier2n7O_tPCIC8-r06bmdRgN0jAjWel9jnR3ZoTv0P2KmS6Qajb2nZuUVC00Vp_P0L_fySeHBsRgAguqylOp9LnWtWwctu_gtf2IN3rQca4cpkK1yn9HaZMp0U7_CeAUSZHD1Xu5KL_3KimuwqoA5hdvBx21Dt1POSvkJd0%3D,
 - 2 articles de vulgarisation grand public :

- https://www.liberation.fr/environnement/cycle-de-leau-douce-une-nouvelle-limite-planetaire-est-franchie-20220429_3K3FAA3TP5CUHFDRANZPC74ST4
- <https://bonpote.com/la-6e-limite-planetaire-est-franchie-le-cycle-de-leau-douce/>

Le projet ne peut donc pas être approuvé en l'état sans que des études permettent de comprendre l'impact sur la ressource en eau. La ressource profonde concerne plus particulièrement la capacité pour nos territoires à disposer d'eau potable et la ressource superficielle concourt aux écosystèmes locaux fortement impactés par les sécheresses exceptionnelles que nous vivons et qui pourraient devenir la norme dans les années à venir.

Ces différents éléments m'amène à m'opposer au projet en l'état en tant que conseillère régionale de la Région Auvergne-Rhône-Alpes

Je reste à votre disposition pour toutes questions

Cordialement

